

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MERCREDI 3 SEPTEMBRE 2025 – 9h45

Compte-rendu

Étaient présent.e.s :

- Christine BEAUCHEMIN-FLOT
- Martin BIDO
- Stephen BONATO
- Jérémy BRETA
- Eva BRUCATO
- Paul-Marie CLARET
- Frédérique DUPERRET
- Stéphanie JAUNAY
- Sylvie LARROQUE
- Stéphane LIBS
- Elise MIGNOT
- Pascal ROBIN

Étaient excusé.e.s :

- Sylvain CLOCHARD
- Natacha MAXIN

Y assistaient :

- Béatrice BOURSIER
- Romane PÉRISSÉ

12 administrateur.rice.s sur 14 présent.e.s ou représenté.e.s.

Romane Périssé annonce son départ du SCARE après 4 ans au poste de chargée de missions, effectif à la mi-octobre. Le recrutement pour la remplacer est en cours.

Les administrateur.rice.s souhaitent ajouter à ce compte-rendu les remerciements qu'ils avaient formulés à l'adresse de Romane PERISSE pour son implication au sein du SCARE.

1. Validation du compte-rendu du 4/06/2025 et du PV de l'AG 2025

Le compte rendu de la réunion de Conseil d'Administration du 4 juin et le procès-verbal de l'AG 2025 sont validés à l'unanimité.

2. Election du bureau

Le bureau se représente dans son intégralité, soit :

- Co-président.e.s : Christine Beauchemin-Flot et Martin Bidou
- Vice-président.e.s : Sylvain Clochard et Elise Mignot
- Secrétaire : Pascal Robin
- Trésorière : Eva Brucato

Pas d'autres candidatures ne sont présentées.

Le bureau est réélu à l'unanimité.

Christine Beauchemin-Flot fait part au Conseil d'Administration de son désir de quitter la co-présidence à moyen terme et souhaite que des administrateur.ice.s puissent se préparer à la relève.

3. Tour de table fréquentation estivale

Les situations dans la fréquentation sont assez disparates chez les administrateur.rice.s, allant de -11% à +5% comparé à 2024. La fréquentation de l'été a été décevante, particulièrement au mois d'août, mais les salles comptent sur les films cannois entre septembre et décembre pour remonter leurs entrées, malgré des plans de sortie parfois démesurés qui multiplient les copies entre multiplexes et salles art et essai. Cependant, le sentiment de ne pas parvenir à rattraper au 4^e trimestre les entrées en baisse jusque-là est partagé.

Les charges ne cessent d'augmenter et plusieurs salles font face à une baisse des subventions publiques, à la fois de leurs collectivités et parfois de la subvention Art et Essai, et plusieurs salles doivent chercher des solutions pour réduire le déficit, pouvant aller jusqu'au licenciement économique.

Plusieurs administrateur.rice.s constatent que beaucoup de cinémas plus généralistes dans leur zone sont dans des situations économiques très difficiles, avec une fréquentation pouvant aller jusqu'à -30% par rapport à 2024.

4. Retour sur l'Assemblée Générale et dates et formule de l'AG 2026

La journée de l'Assemblée générale s'est très bien déroulée, et les retours de l'AG en elle-même sont plutôt bons, avec des interventions intéressantes des adhérents et du CNC. Le seul point négatif de la journée était l'organisation du repas, mais la formule avec des projections et un déjeuner autour de l'AG était globalement appréciée.

Le nombre d'adhérent.e.s présent.e.s était équivalent à celle des AG de Deauville, soit presque la moitié de la fréquentation des AG organisés à Cannes. Cependant, le public n'était pas le même qu'à Deauville, avec plus de salles franciliennes et de petites salles qui ne se déplacent que rarement au congrès. La période choisie était compliquée pour de nombreuses salles, car beaucoup d'AG de syndicats et d'associations régionales se tenaient la même semaine. Il est difficile d'estimer le nombre de salles venues grâce à la collaboration avec les journées du SDI ; le partenariat ne sera probablement pas reconduit en 2026. Les distributeur.rice.s étaient également moins nombreux.ses que prévu, car le déjeuner était trop proche de Cannes.

Plusieurs options se dégagent pour l'AG 2026 :

- La période mars-avril est plutôt creuse dans le calendrier professionnel, en dehors des commissions Art et Essai
- Revenir à Cannes et organiser l'AG le mercredi matin ; elle serait alors en concurrence avec la French Convention, le groupe inédit de l'AFCAE et les tables rondes du CNC
- Rester sur une formule AG, déjeuner et projections en juin en dehors des rencontres du SDI ; le lieu reste à déterminer.
- Refaire l'AG à Deauville pendant le congrès.

La période sera votée en CA d'ici novembre.

5. Préparation Congrès de la FNCF

Le secteur est assez tendu en ce moment, tous types d'exploitation confondus, en raison des problèmes de trésorerie et une fréquentation à -15% / N-1 en moyenne. Certains syndicats considèrent que le CNC et la FNCF ne répondent pas à ces problèmes de manière adéquate.

Le programme du congrès a été modifié : la table ronde sur l'éducation à l'image a été déplacée au mardi après-midi, sous réserve de la publication du rapport d'Edouard Geffray. Ce dernier n'étant pas disponible le mercredi matin. La discussion avec les pouvoirs publics se fera quant à elle sans ministre de la Culture, au vu du contexte politique.

On espère que le rapport Geffray sera publié avant le congrès, afin de prendre le temps de le lire et d'y construire une réponse collective. Une réunion de présentation du rapport est prévue entre le CNC et les organisations professionnelles et coordinations le 10 septembre, cela devrait laisser le temps de s'en emparer. Les grands axes sur lesquels Edouard Geffray insistait sont entre autres le rapport des jeunes aux écrans, la formation des professeur.e.s qui doit se concilier avec le hors temps scolaire, et la simplification du fonctionnement des coordinations.

Les administrateur.rice.s posent la question de l'organisation d'une réunion avec les adhérent.e.s, possiblement autour des questions d'éducation à l'image. Cela sera décidé au 10 septembre, selon la publication ou non du rapport.

Une autre possibilité de réunion est la question de l'Art et Essai, à laquelle le SCARE doit se préparer, la commission nationale se déroulant en octobre. La perception générale est un rejet du système de points et la réforme favorise les salles de grandes villes, alors que le contraire s'est produit : les cinémas de catégorie A et B ont baissé en général et ceux de catégories C, D et E ont vu leurs subventions augmenter. La deuxième étape sur la pondération des films est redoutée par de nombreuses salles. Il est nécessaire de prendre la parole pour défendre ce deuxième volet, et pour montrer les disparités causées par la réforme, qui a en réalité tendance à favoriser les catégories C et D.

6. Classement A&E, Commission Nationale

Le nombre de dossiers déposés en appel a été si important que la commission nationale a été allongée de 1 à 3 jours. Elle sera essentielle pour affirmer l'orientation de la réforme, les salles que la subvention doit valoriser.

Certaines réactions d'exploitant.e.s face aux résultats des commissions sont assez virulentes, les membres des commissions régionales se font prendre à parti pour les mauvaises notes attribuées (souvent plus que sur le montant des subventions). La notation sur 20 renvoie à une note scolaire, et une mauvaise note est reçue comme un jugement, le signe d'être un mauvais élève.

7. Réunion Médiateur du cinéma

Martin et Béatrice se sont rendus à un rendez-vous avec la Médiateure du cinéma le 27 août, à sa demande.

Elle souhaitait avoir des retours sur le comité de concertation exploitation / distribution, les engagements de programmation et recevoir éventuellement des propositions de sujets à mettre à l'ordre du jour du comité.

La crainte que les recommandations issues du comité ne soient jamais appliquées a été exprimée. La loi Bacchi pourrait être un moyen d'ancrer dans la loi le pouvoir décisionnaire du comité de concertation, mais les discussions sont suspendues au Parlement et n'ont pas encore de reprise prévue.

En parallèle, il est nécessaire de trouver des incitations pour que les professionnel.le.s respectent les recommandations.

Le problème d'absence de films porteurs Art & Essai dans une période qui s'étend désormais de mars/avril à fin août a été soulevé. L'été 2025 a été encore plus touché par ce problème. Il est suggéré de trouver des moyens incitatifs pour permettre aux distributeurs de sortir leurs films à cette période.

La réforme Art & Essai et ses résultats ont également été discutés.

8. Comité distribution / exploitation

Une première recommandation est issue du comité de concertation distribution / exploitation, qui réunit 7 l'exploitant.es et 7 distributeur.ices, porte sur la limitation des avant-premières massives le week-end.

Les échanges ne sont pas très productifs : chaque parti défend ses intérêts avec peu de marge pour la négociation. Les administrateur.rice.s craignent que les décisions finales aillent dans le sens des plus gros acteurs et que le CNC n'arbitre pas en faveur des indépendants.

Une étude va être menée par le CNC pour étudier la concurrence sur plusieurs villes à forte concurrence : Nancy, Caen, Bordeaux, Lyon et Saint-Quentin en Yvelines.

Les administrateur.rices suggèrent de mettre à l'ordre du jour des prochaines réunions l'arrêt des abus sur le nombre de séances demandées, notamment les distributeur.rice.s qui demandent une exposition au-delà du plein programme.

La séance est levée à 13h15.